



Déclaration liminaire de la CGT Educ'Action au CSAD du Var

du 30 août 2024

Depuis le mois de juin, le chaos politique organisé par l'exécutif en place est total. Ceux qui, hier, se disaient être le rempart contre l'extrême droite et qui ont bien failli l'amener au pouvoir, se lèvent aujourd'hui pour faire barrage au NFP, aux côtés du RN. Pendant ce temps, la situation du monde du travail ne s'est pas améliorée, bien au contraire et l'espoir d'une situation meilleure de tous ceux qui ont voté pour le NFP reste immense !

La rentrée s'annonce encore plus difficile pour bon nombre de familles, d'étudiants, de retraités et bien sûr de personnels de l'éducation nationale. La situation des Hôpitaux continue de se dégrader.

Les salaires et les pensions ne sont toujours pas revalorisés à la hauteur d'une inflation qui a encore progressé dans le 1er semestre 2024, etc, etc

Dans cette situation, les plus riches se frottent les mains, ils n'ont jamais été aussi prospères.

L'historien Johann Chapoutot a établi des points de comparaison entre notre époque et les années 30 et il met en garde contre, je cite : « le compromis dangereux entre libéralisme autoritaire et fascisme, un classique du XXème siècle ». Avec lui, nous nous interrogeons sur notre situation politique et repensons à l'Histoire de notre pays.

À la crise économique et sociale du pays, le gouvernement démissionnaire , répond par encore plus d'économies, encore plus de restriction sur le dos des salariés, des retraités, des étudiants et des familles, 10 milliards d'économie en 2024, 25milliards d'ici 2025! Les ex ministres toujours en place continuent le travail de sape de nos services publics en appliquant leurs contre-reformes comme Nicole Belloubet l'a annoncé sans vergogne pour l'éducation lors de sa conférence de presse de rentrée le mardi 27 août.

Nous avons donc toutes les raisons en cette rentrée de continuer de porter haut et fort toutes nos revendications, dans les entreprises, dans les services publics et bien sûr dans la rue :

- pour défendre nos exigences sociales : conditions de travail, salaires, défense des salariés, retraités, chômeurs et précaires ;
- pour défendre, améliorer et développer les services publics,
- pour supprimer la réforme des retraites à 64 ans ;
- pour répondre au défi environnemental en réindustrialisant notre pays ;
- pour exiger la formation d'un gouvernement qui respecte le choix exprimé dans les urnes il y a maintenant 53 jours;
- pour recréer du collectif, seul à même de nous sortir du piège de la division.

S'il y a une majorité dans ce pays, c'est celle en faveur des mesures sociales, et elles ne peuvent être conquises autrement que par la lutte : "Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu!"